

LES JARDINS DE COCAGNE SOLIDARITE NORD ET SUD

Bulletin No 26 * février 2001

Cher(e)s ami(e)s,

Dans ce bulletin vous trouverez les rapports d'activité et financier des Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud. de l'année 2000

Actuellement vous êtes 400 membres à recevoir ce bulletin dans les cornets de légumes.

Il y a également une trentaine de personnes qui ne reçoivent plus nos légumes, mais qui continuent à soutenir financièrement nos projets en Afrique.

Nous ne faisons pas d'autre publicité que ce bulletin. N'hésitez donc pas à le distribuer autour de vous. Vous pouvez nous demander d'autres exemplaires et d'autres bulletins de versement.

(Vous trouvez l'adresse, ccp, etc sur la dernière page de ce bulletin)

Merci

Rapports d'activité et financier 2001

Nos activités à Genève

Il s'agit essentiellement d'un travail d'information sur les projets que nous soutenons en Afrique. Cette année nous avons envoyé 4 bulletins à tous nos membres et participé au forum social SUD-NORD organisé du 19 juin au 2 juillet par la Fédération Genevoise de Coopération.

Un panneau d'exposition sur le travail des Jardins de Cocagne Solidarité Nord-Sud est bientôt disponible et à utiliser dans les manifestations à Genève.

En collaboration avec l'UPS (Union des Producteurs Suisse) et Via Campésina (Organisation internationale des syndicats paysans) nous avons participé à la création de la commission internationale de l'UPS qui devrait soutenir le travail de Via Campésina au niveau international et renforcer les liens entre les syndicats du Sud et l'UPS. Nous avons décidé de financer les premiers mois de fonctionnement de ce syndicat sur nos fonds de réserve pour un montant de 5'000.- FS.

Au mois de juillet, Douga Kanté, le forgeron de Koar (Sénégal) a été invité pour suivre un stage d'utilisation et d'entretien d'une faux chez des amis paysans de montagne dans les Grisons.

Nous remercions Julie et Georges Stoffel pour leur disponibilité et nous espérons que Douga va transmettre tout ce qu'il a appris aux paysans de sa région.

Au mois d'octobre, Mambinta Sambou Coly et Astou Fall Sakho du groupe SIDA de Tambacounda (Sénégal) sont venues faire un stage de trois semaines dans le groupe SIDA de Genève. Pendant ce stage nous avons organisé plusieurs rencontres à Cocagne et à la FGC. Une action de sensibilisation « comment vivre avec le SIDA » adressé à nos partenaires et associations paysannes, se met actuellement en place. (Voir bulletin no 24)

Au mois de novembre nous avons eu la visite de M.Siliman Sarambounou et de M. Mamadou Sarambounou, maire et conseiller de la commune de Koussané à 100 km au nord de Kayes au Mali. Avec eux nous avons rencontré des élus dans les communes de Plan-Les-Ouates, Dardagny et Chancy. Un projet de collaboration entre Koussané, les Jardins de Cocagne et des communes genevoises est en préparation. (Voir bulletin no 25)

en Afrique

Nous continuons, depuis 16 ans maintenant, à soutenir des associations paysannes et depuis cette année directement des communes rurales dans la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie.

Dans les pages qui suivent, nous faisons le point sur l'avancement de ces projets que les Jardins de Cocagne soutiennent aujourd'hui.

Les buts principaux de nos actions sont :

- Le soutien à l'organisation des groupements, des coopératives et des associations paysannes.
- Le renforcement des réseaux associatifs ; donner une voie politique à un monde rural «oublié».
- La mise en place de structures d'appui techniques locales au service des associations paysannes.
- Suite à la décentralisation dans ces trois pays, nombre de nos partenaires commencent à prendre des responsabilités dans les communes. Dans chaque pays, nous allons dans un premier temps travailler plus étroitement avec une commune. Avec d'autres partenaires nous soutenons la création de fonds de développements locaux, gérés par les élus locaux et les représentants de la société civile.

Le point sur les différents projets :

Au Sénégal

Le CEFP Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par 49 associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP organise également des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, la politique de développement, l'entrepreneuriat féminin, la promotion des langues nationales, etc.

Depuis sa création, les Jardins de Cocagne est un des partenaires privilégiés du CEFP. Après dix ans de collaboration, un élargissement vers d'autres partenaires devient impératif.

Le dernier programme 1998-2001 se termine cette année. Le ministère de la coopération française, deuxième bailleur important de ce programme a annoncé son retrait pour fin 2001.

L'actuel coordinateur, M. Lamin Ba a été recruté par le GRDR comme coordinateur de tous les programmes du GRDR en Afrique. La succession de Lamine Ba pose des problèmes politiques.

Nous espérons que le CEFP trouvera la force de s'affirmer grâce à la qualité de ses formations et à la mise en valeur de son réseau d'associations paysannes de la sous-région à trouver rapidement d'autres partenaires.

CLEC Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal

Ce projet est le fruit des réflexions du comité de gestion du «fonds souple -Les Jardins de Cocagne », mis en place il y a 10 ans avec des associations paysannes et des ONG d'appui technique travaillant au Sénégal oriental. Ce comité était à l'origine de la création d'un réseau pour les financements alternatifs REFA et le programme CLEC dans la région de Bakel. Ce programme installe des caisses villageoises, qui appartiennent à leurs membres et qui sont gérées

par ces derniers. Plus tard, ces caisses seront regroupées dans une union de caisses locales, qui elle, entretiendra des relations directes avec le système bancaire existant dans les grandes villes. Le but de ces caisses est

- De lutter contre la pratique des taux usuriers (50-150%) pour des prêts de consommations en période de soudure (avant les nouvelles récoltes).
- De pouvoir épargner en lieu plus sûr que le dessous des matelas.
- De faciliter le transfert de fonds des migrants vers leurs familles au village.
- D'utiliser l'argent de l'épargne des uns pour l'investissement dans des micro-entreprises des autres au lieu de bloquer ces capitaux dans des troupeaux de boeufs absolument improductifs et néfastes pour l'environnement.

Si les trois premiers points sont faciles à résoudre, le quatrième demande un changement profond de la société, une inventivité poussée pour la création de microentreprises, une compréhension du sens politique du crédit (la promotion de la production agricole a besoin de crédits à long terme avec des taux très bas, par contre le commerce peut fonctionner avec des crédits à très court terme et des taux plus élevés), ce qui n'est pas facile à approfondir mais de quoi dépendra dans l'avenir l'indépendance de ces caisses. Le danger évident est qu'à long terme les banques mettent leur main mise sur les caisses travaillant avec très peu de frais. Et ainsi les banques pourraient déplacer l'épargne des zones rurales dans les villes.

Le défi est que ces caisses deviennent assez fortes avant de négocier leur collaboration avec le système bancaire et de s'approprier suffisamment d'arguments pour défendre leur indépendance. La première phase de trois ans est terminée. Un nouveau programme d'une durée de quatre ans est en préparation. Ce nouveau programme devrait être financé par l'union européenne et les Jardins de Cocagne et commencer en juillet 2001. Il est prévu d'installer une quinzaine de caisses supplémentaires et de créer une union de toutes ces caisses locales d'épargne et de crédit.

L'association intervillageoise « Soxaana Fedde » de Koar, et la commune de Kothiari

Créée il y a 15 ans par un ancien migrant, cette association paysanne regroupe aujourd'hui huit villages. Ces activités étaient d'abord concentrées sur l'aménagement de point d'eau potable dans tous les villages, la mise en place de jardins potagers, l'amélioration des techniques de culture vivrières et la création d'un magasin de première nécessité dans le village. Depuis toujours cette association a choisi l'alphabétisation et l'animation comme fer de lance. C'est à Koar qu'a été organisé la première rencontre dans le milieu rural sénégalais entre des paysans, des médecins, des responsables religieux et politiques sur le thème du Sida.

Plusieurs des responsables ont été élu dans le conseil rural de Kothiari.

Les Jardins de Cocagne ont financé le projet de l'association Soxaana Fedde pendant huit ans, de 1992 à fin 1999. Un nouveau programme nous a été proposé, cependant il compte trop de salariés qui vont faire écran à l'association paysanne et freiner cette dernière à devenir autonome.

Nous avons proposé de continuer à financer le programme de santé (case de santé, campagne de sensibilisation sur le SIDA) de l'association pendant ces prochaines années pour un montant d'environ 1 à 2mio FCFA par an (2'500-5000 FS) et de continuer notre partenariat dans le cadre du

fonds de développement local de la commune de Kothiari, chef-lieu de l'arrondissement.

Ce fonds va être géré par un comité communautaire de pilotage composé du maire, des élus et des représentants de la société civile. (Associations paysannes, groupements féminins, etc) et des ONGs d'appui technique de la région. La demande d'une subvention d'une somme de 187'000 FS pour deux ans (2001-2002) a été accepté par la FGC

A.L.A.E.F. Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)

Les villages membres de l'ALAEF sont situés sur les deux rives du fleuve Falémé, fleuve frontière entre le Sénégal et le Mali.

Le milieu naturel y est très dégradé pour plusieurs raisons: le changement de fonctionnement de la rivière depuis la régularisation du fleuve Sénégal, le surpâturage et l'exploitation intense du couvert végétal. Partout, ravines et crevasses apparaissent, se creusant saison après saison. Les effets sont divers et importants: diminution de la fertilité des champs situés à l'intérieur, parfois stérilité totale, menace sur les villages bordant le cours d'eau, ravinement des passages de pistes rendant les communications encore plus délicates.

L'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes pour justement freiner ce phénomène de dégradation. Depuis trois ans, elle a expérimenté avec succès des actions de traitement de ravines pour protéger des villages et les zones de culture. Cela a entraîné une reconnaissance de l'ALAEF au sein des villages lui permettant de proposer par la suite des actions visant le développement des productions et l'augmentation des revenus.

Avec les subventions de la FGC, l'ALAEF a pu acheter un camion d'occasion qui permet aux paysans de transporter les pierres nécessaires pour la construction des murets anti-érosifs.

Ce camion est également loué pour des travaux de construction privée. Les résultats des quatre années de gestion de ce camion sont très prometteurs. Ce bénéfice permettra à l'avenir à autofinancer les frais de fonctionnement de l'association. L'ALAEF discute aujourd'hui d'acquiescer un deuxième camion d'occasion avec ses propres fonds.

Depuis le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie (1995-1996), des bandes armées de voleurs de bétail ont empêché les paysans, pendant de longues périodes, pour des raisons de sécurité, de travailler en dehors de leurs villages, ce qui a beaucoup ralenti la réalisation des ouvrages prévus. Une subvention de 145'270 FS a été allouée par la FGC à ce programme pour la période du 1 juillet 1998 au 31 juin 2000. Le reliquat important au 31 juin 2000 a permis de prolonger le programme d'une année, jusqu'au mois de juillet 2001 et de réaliser les ouvrages en attente à cause du retard provoqué par la situation d'insécurité dans la zone.

Au Mali

La coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME (Mali)

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées: déficit pluviométrique résistant, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture ne s'est que peu développée. Aussi, devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier. Du fait de cette absence des hommes, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes. Cependant, le poids de la tradition Soninke, ne leurs permettent pas encore, à l'heure actuelle, de prendre de réels pouvoirs décisionnels. Généralement, les associations féminines qui ont vu le jour évoluent au sein de structures gérées par les hommes.

La coordination des associations féminines de l'arrondissement de SAME est intéressante car elle est une structure née de l'initiative de femmes et qu'elle est gérée par les femmes elles-mêmes. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les 5 associations membres ont pu aménager des jardins maraîchers tandis que l'ensemble des femmes suivent des cours d'alphabétisation. Un certain nombre d'entre elles ont participé à des stages de formation ou des séminaires, ce qui a pu faire avancer l'ensemble du groupe.

Les Jardins de Cocagne soutiennent ces femmes financièrement depuis 1994.

Nous connaissons de très grands problèmes de communication avec cette association. Le problème est qu'elle dépend trop d'une seule personne, la présidente, Mariam Sissokho. Elle a de

grandes difficultés à trouver de la relève, à trouver des femmes qui savent écrire et qui ont la possibilité de faire des formations spécifiques de gestion etc.

Mariam, de plus en plus, est demandée dans les congrès internationaux. En plus elle avait des problèmes familiaux, raison pour laquelle nous n'avons plus de nouvelles depuis presque un an. Pendant notre dernière mission au mois de janvier 2001 nous avons pu voir que les périmètres maraîchers fonctionnent et que les femmes ont pu ouvrir une caisse locale d'épargne et de crédit à SAME qui est très bien gérée.

L'organisation du quotidien fonctionne, mais rien n'est écrit, synthétisé, transcrit.

Avec d'autres femmes leaders, Mariam a pris l'initiative d'organiser un forum sur la situation des femmes à Kayes. Ce forum a pour but de créer un mouvement régional de défense des droits de la femme.

Mais sans résoudre les problèmes de formation des membres du comité, l'action de la coordination et d'un mouvement féminin restera limitée.

Nous avons soutenu les femmes de Same depuis plus de cinq ans. Le dernier programme s'est terminé l'année passée. François est en train de finaliser les rapports d'activité et financier et nous attendons des propositions plus précises pour un nouveau programme.

Les associations ORDIK et Djama-Djigui et les communes d Diombogou

Deux associations intervillageoises qui ont construit plusieurs mini-barrages sur la rivière de la Kolimbiné. Ceci a permis de réintroduire la culture de riz, le maraîchage et la pêche. Comme Soxaana Fedde, ces associations ont également résolu le problème de l'eau potable dans tous leurs villages membres, ils ont mis en place des programmes d'alphabétisation, ont construit des écoles et des dispensaires pour améliorer les services de santé. Le fonds de crédit expérimental mis en place il y a 6 ans dans les deux associations en collaboration avec les Jardins de Cocagne est aujourd'hui devenu un programme de création de caisses locales d'épargne et de crédit financé par des bailleurs français.

Plusieurs des responsables sont aujourd'hui élus au niveau communal, un d'eux a été élu maire.

Un projet de formation des élus des communes de Diombogou est la suite logique de notre partenariat avec ces structures. En octobre 2000 la FGC a accepté de financer ce projet pour une somme de 32'348.- FS. Il s'agit de la première formation des élus locaux dans la région de Kayes organisée par des communes elles-mêmes. La formation est actuellement en cours de réalisation et il est prévu d'élargir notre partenariat avec ces communes sous forme de participation à un fonds local de développement.

L'association SOOBE de Koussané et la commune de Koussané.

Cette association a longtemps travaillé, avec très peu d'appui extérieur, essentiellement sur l'alphabétisation. Les Jardins de Cocagne ont financé un programme d'alphabétisation pour les groupements de femmes et une étude de faisabilité des mares autour de Koussane.

Actuellement SOOBE a trouvé le financement pour réparer la route qui lie Koussané à Kayes et elle cherche des fonds pour la construction de plusieurs ouvrages de rétentions d'eau.

Suite à la décentralisation, le maire et un conseiller ont organisé une mission en France pour discuter avec les migrants du nouveau fonctionnement des communes et du rôle des migrants dans la politique de développement de toute la commune (26 villages).

Du 14 au 17 novembre, nous avons accueilli le maire et le conseiller à Genève. Ensemble nous avons rencontré des élus de de Plan-Les-Ouates, de Dardagny et de Chancy.

Avec l'appui des ONGs maliennes, les élus de Koussane travaillent actuellement à la mise en place d'un fonds local de développement. Ce fonds devrait être alimenté par différents bailleurs, dont des communes genevoises en collaboration avec la FGC et les Jardins de Cocagne.

La gestion du fonds sera l'affaire des élus et des représentants de la société civile. Les modalités précises de cette gestion restent à définir.

La Coopérative des Maraîchers et Planteurs de Kayes (C.M.P.K) :

Nous avons des contacts informels, avec cette coopérative, depuis deux ans.

Ce printemps un atelier de réinsertion du canton de Neuchâtel, « la Passerelle » nous a fabriqué un semoir à main et un pousse-pousse maraîcher (outil pour sarcler et pour butter etc)

Profitant de notre dernière mission nous avons amené ces outils à Kayes et fait une démonstration devant plusieurs maraîchers. Il y a 12 ans, nous avons déjà amené un pousse-pousse dans la région de Bakel, mais sans parvenir à éveiller un intérêt des producteurs pour ce nouvel outillage. Aujourd'hui, le maraîchage s'est passablement développé et l'intérêt des maraîchers professionnels pour de nouveaux outils est évident.

A priori, les forgerons de Kayes peuvent fabriquer ces outils eux-mêmes. Nous en avons laissé un exemplaire comme modèle de base et nous attendons des nouvelles sur l'utilisation et les modifications apportées à ces outils de base de nos jardins à Genève.

La radio rurale de Kayes :

La Radio Rurale de Kayes est l'élément central du « Programme d'Animation et Formation Pour le Développement Rural » lancé en 1987 par deux ONG Italiennes : Terra Nuova et G.A.O. avec le soutien de la Coopération italienne.

L'appui financier italien s'est achevé en 1989. Depuis la radio continue à fonctionner en mobilisant des ressources locales et nationales.

En 1992 est constituée l'Association des Radios Diffuseurs de Kayes pour le Développement Rural l'A.R.K.D.R. qui se compose aujourd'hui de membres associés (services techniques) et de membres actifs qui sont notamment 15 associations et ONG actives dans la région de Kayes. Tous nos partenaires maliens font parti de l'(A.R.K.D.R.) qui a pris une place centrale dans l'animation et la communication de la sous région.

Par les cotisations de ses membres, la vente de messageries, la publicité, la production d'émissions et la retransmission, cette radio arrive aujourd'hui à assumer ses frais de fonctionnement. Mais elle avait besoin d'un coup de main pour renouveler l'émetteur et pour installer un relais au CEFP à Bakel. Pour ces travaux nous avons demandé une subvention d'une somme de 85'377 FS à la FGC qui a été acceptée le 24 octobre 2000.

Il serait intéressant de mettre cette radio en contact avec des petites radios à Genève.

Vous pouvez écouter Radio Kayes sur cassette. Nous avons trois émissions en français à votre disposition que nous vous prêtons volontiers. (Usage et gestion de l'eau, environnement, décentralisation) A demander à Reto au 0033 450 56 75 17.

Un projet de lutte contre le SIDA entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.

Suite au stage de Mambinta Sambou Coly et d'Astou Fall Sakho nous attendons des propositions de mise en place d'un projet SIDA à plusieurs volets :

- 1) Un « fonds de secours » pour le fonctionnement du groupe SIDA de Tambacounda. Ce groupe fait depuis plusieurs années un suivi des malades du SIDA. Il travaille avec des fonds des programmes nationaux contre le SIDA financés par le PNUD essentiellement. Ces fonds arrivent très irrégulièrement et ne permettent pas une planification régulière du suivi. Le « fonds de secours » devrait servir à combler les périodes de ruptures.
- 2) Un projet de sensibilisation des associations paysannes sur le thème du SIDA organisé en collaboration avec le CEFP Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel.
- 3) Un projet d'une série d'émission sur le SIDA adressé à un milieu rural organisé par la radio rurale de Kayes.

Nous avons demandé à Harouna Samassa, un animateur mauritanien habitant à Kayes de nous faire une enquête sur les différents programmes nationaux de lutte contre le SIDA actuellement en cours, dans les trois pays et de donner un cadre aux trois initiatives proposées ci-haut.

En Mauritanie

Depuis trois ans, des nouveaux projets dans la région du Guidimakha

Cette région fait entièrement partie de notre zone d'intervention des trois frontières entre le Mali, le Sénégal, et la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques, (conflit entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989) il n'a pas été possible jusqu'il y a trois ans de travailler directement avec les associations dans le Guidimakha. Cependant, des cadres paysans avaient pu être formés par le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel, que nous soutenons également.

Aujourd'hui, ces animateurs et les associations paysannes ont retrouvé un droit minimum de s'organiser (sous forme de coopératives) et nous pouvons les soutenir directement dans leur effort de développement, d'organisation et de participation au mouvement associatif de toute cette région.

Dans le cadre de la décentralisation, les communes commencent également à revendiquer leurs droits et leur autonomie face à une administration très centralisée et autoritaire.

Mais ces communes ont encore moins de moyens qu'au Mali ou au Sénégal. Des grands programmes de développement, rien n'arrive jusqu'aux villages du Guidimakha. C'est pour cette raison que les quelques actions que nous finançons depuis trois ans directement aux bénéficiaires ont fait un tel bruit, que les Jardins de Cocagne sont aujourd'hui connus dans toute cette région. Pendant notre dernière mission nous étions vraiment surpris par l'accueil et des demandes de collaboration qui venaient de partout, du ministère du Développement, en passant par les mairies et les coopératives. Il est évidemment impossible de répondre à une telle demande et il serait intéressant de convaincre d'autres ONGs à venir travailler dans cette région.

L'Union des Coopératives des femmes du Guidimakha

L'Union des Coopératives des Femmes du Guidimakha (UCFG) est née en 1992, sur l'initiative de 5 coopératives. Aujourd'hui elle compte soixante membres souvent très enclavés et isolés à cause du manque d'infrastructures dans cette région. Elles comptent sur l'Union pour les appuyer dans les domaines de l'approvisionnement de semences, de produits phytosanitaires, des conseils techniques, d'échanges et de formations.

L'année passée, l'Union a pu organiser deux voyages d'études. Une cinquantaine de femmes ont ainsi pu discuter avec des femmes d'autres régions travaillant dans des structures similaires. La responsable de l'Union a pu suivre une formation d'animatrice au Burkina-Faso et l'assemblée générale, organisé pendant deux jours à Sélibaby, ce printemps, a permis d'échanger sur les problèmes techniques de production et de ventes des produits maraîchers. Un mini-fonds de crédit a été mis en place au niveau de l'union et le stock des semences a pu être amélioré.

Le nouveau programme prévoit le renforcement du fonds de crédit, et du fonds de roulement du magasin de semences, la construction de 7 puits pour le maraîchage, la mise en place d'un atelier de fabrication de grillage pour la protection des jardins et un programme de formation concernant l'animation et des activités artisanales.

Ce programme est actuellement à l'étude à la Fondation Lord Michelham of Hellingly

L'Union des Coopératives de Développement des communes de Bouly et Ould Yengé

Cette structure est jeune puisqu'elle a été créée en 1996 sur l'initiative de paysans formés à l'animation au CEFP de Bakel. Elle regroupe actuellement 36 coopératives, d'hommes, de femmes ou de jeunes, et représente un lieu où les différentes communautés ethniques se retrouvent. De ce fait, l'Union a un rôle important à jouer dans le maintien de la paix dans une région où celle-ci reste fragile après les graves conflits de la fin des années 80.

Depuis sa création, cette Union a développé des actions à petite échelle, correspondant à ses capacités financières et de gestion. Cela a également permis d'asseoir une organisation et de préciser les formes d'un travail collectif C'est ainsi qu'un petit fonds de crédit a été mis en place, que des animateurs ont été formés pour venir en appui aux producteurs.

Disposant maintenant d'une réelle organisation, d'une capacité de gestion certaine, l'Union désire amplifier son action pour avoir un impact plus significatif sur le développement des groupements-membres. L'appui des Jardins de Cocagne a permis d'augmenter le fonds de crédit, d'organiser deux voyages d'étude, de mettre en place une pépinière de production de gommiers, d'agrandir les plantations de gommiers et d'améliorer la technique des saignées (technique de récolte de la gomme arabique).

Ce projet a démarré début 1999. La première phase s'est terminée en décembre 2000. Le renouvellement pour quatre ans jusqu'en décembre 2004 prévoit la poursuite des mêmes activités qui sont pour l'essentiel: la plantation de nouvelles gommieraiies, l'amélioration des jardins maraîchers, le renforcement du fonds de crédit. et la mise en place d'un programme d'alphabétisation important. La FGC a accepté le financement des deux premières années de ce programme pour une somme de 155'323.- FS.

La construction du marché de Tachott.

Avec vos fonds, nous avons pu financer une étude de construction d'un marché pour les coopératives de femmes de Tachott et des environs. L'étude a été faite, mais les femmes rencontrent quelques difficultés de trouver une forme d'organisation de ce marché.

Il y a deux mois nous avons reçu une demande de subvention d'un voyage d'étude d'une 15ème de femmes dans un village près de Bakel pour étudier l'organisation du marché de ce village qui ressemble par sa taille au futur marché de Tachott.

Pendant notre dernière mission nous avons pu discuter longuement avec ces femmes et l'adjoint au maire. Des problèmes politiques et ethniques semblent bloquer l'avancement de ce projet. Nous attendons que ces divergences soient réglées avant d'étudier plus concrètement les propositions de construction de ce marché.

La coordination des artisans de Sélibaby.

La Coordination des Artisans de Sélibaby regroupe les organisations des différents métiers tels que : les forgerons, les maçons, les électriciens et les tailleurs. Tous ces artisans dépendent des grands commerçants qui leurs fournissent la marchandise première achetée à Nouakchott.

Ensemble, ils aimeraient ouvrir un magasin de fourniture de produits de base et mettre en place un fonds de crédit pour les artisans. Nous avons demandé une étude plus précise de la viabilité d'un tel magasin dont nous attendons les résultats.

L'union des coopératives féminines El Wane

L'union des coopératives féminines *El Wane* (Les couleurs, en hassania) a été constituée le 12 avril 1998. Elle regroupe 19 coopératives exclusivement féminines réparties sur 13 villages. Cette fédération de coopératives féminines a bénéficié du dynamisme et de l'inventivité de *Vatma mint Aly*, actuelle présidente de l'union. Les activités principales sont le maraîchage, l'élevage, l'agriculture, l'artisanat et la gestion d'un fonds de crédit. Il y a deux ans nous avons rendu visite à ces femmes pour la première fois. Depuis elles ont entrepris beaucoup d'activités sans appui extérieur. Les frais de fonctionnement sont pris sur l'intérêt extrêmement élevé qu'elles prennent sur les crédits octroyés.(10% par mois !!) Pendant notre dernière mission, elles nous ont présenté un programme pour deux ans qui ressemble à celui des autres unions et qui devrait se concrétiser prochainement.

La commune de Baïdiam

Depuis une année, nous discutons les possibilités de mettre en place un fonds de développement local dans la commune de Baïdiam suivant les mêmes principes qu'à Kothiari au Sénégal ou à Koussané au Mali. Il s'agit du premier fonds géré par les élus d'une commune et les représentants de la société civile dans la région du Guidimakha.

L'année passée, le maire en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la commune ont mis en place tout un dispositif de fonctionnement d'un tel fonds. Nous avons eu l'occasion de discuter avec tous les acteurs de cette commune et une demande de financement est en préparation. Nous parlerons plus longuement de l'expérience de cette commune dans un prochain bulletin.